



CYCLE « ALLÔ, DOCTEUR.E ? » NOUVELLES THÈSES FÉMINISTES

L'Université des Femmes propose à des docteur.e.s récemment diplômé.e.s de présenter leur thèse défendue dans le champ des études femmes/genre/féministes. En offrant à de jeunes scientifiques un accompagnement à leurs premières communications publiques, elle ouvre au tout public un espace de partage de savoirs neufs dans une ambiance conviviale. Ce cycle permet à l'association de répondre à sa vocation de générer des synergies entre les mondes académique et associatif.



FEMMES À LA FRONTIÈRE

ÉTUDE DE CAS EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET HAÏTI

Catherine BOURGEOIS, Chercheure post-doc au GRAP/ULB

Cette thèse porte sur les relations entre Haïtiens et Dominicains dans la région frontalière, lieu privilégié pour étudier les différentes formes par lesquelles des personnes de nationalités différentes cohabitent et entrent en relation. Dans un premier temps, ce travail s'attache à décrire les processus par lesquels la limite entre les anciens empires coloniaux est devenue une frontière territoriale et sociale intégrée dans les pratiques des populations frontalières. Si la frontière est un lieu où les personnes font plus particulièrement l'expérience de l'État (contrôles frontaliers, douaniers et militaires), l'ethnographie a aussi montré que cet espace est celui de la (re)production de frontières symboliques et sociales entre les groupes par des éléments tels que la langue, l'habillement, le métier ou encore la confession religieuse. Ces éléments utilisés comme limites symboliques entre les groupes servent à identifier un individu comme appartenant à un groupe et ces identifications jouent un rôle fondamental dans les modalités des relations quotidiennes. Celles-ci se révèlent fortement asymétriques

et, pour la plupart, elles n'existent que dans la mesure où elles sont intéressantes pour l'une des deux parties. Les relations se déroulent dès lors principalement dans le cadre du travail agricole et du commerce et sont généralement marquées par de la discrimination. Dans une perspective féministe, j'ai souhaité donner une certaine visibilité aux femmes à la frontière, encore trop souvent occultées des recherches en sciences sociales. J'ai donc suivi plusieurs d'entre elles pendant les deux ans de travail de terrain. Si leurs expériences individuelles sont marquées par des très nombreuses discriminations et inégalités, leurs expériences collectives pointent vers une plus grande collaboration et de nouvelles manières de vivre ensemble.

CONTEXTE HISTORIQUE ET POLITIQUE

Haïti et la République dominicaine sont séparées par une frontière héritée de la période coloniale (Traité de Ryswick en 1697). Cette frontière illustre également un fait particulier dans la région : l'indépendance

de la République dominicaine par séparation d'avec Haïti (1844) alors que la majorité des colonies du continent américain déclaraient leur indépendance en se séparant des empires coloniaux. Depuis la seconde moitié du 19^e siècle et tout au long du 20^e siècle, certains secteurs de la société dominicaine n'ont cessé d'alimenter un discours nationaliste centré sur l'anti-haïtianisme avec des conséquences souvent dramatiques (expulsions massives, dénationalisation de Dominicains d'ascendance haïtienne, exploitation au travail, etc.). Ainsi, la région frontalière dominicaine a été le théâtre en octobre 1937 du massacre de près d'un tiers de la population locale, principalement des personnes d'origine haïtienne installées du côté dominicain depuis la fin du 19^e siècle, perpétré par des militaires. Celui-ci a été suivi par la répression de toute forme de relations transfrontalières ainsi que par l'endoctrinement idéologique des frontaliers dominicains (réalisé par l'école, les médias, la présence militaire et l'Église notamment) afin que les stéréotypes sur les Haïtiens ne s'

soient intégrés par la population locale. La frontière a ensuite été fermée pendant près de cinquante ans. Ce processus a abouti à la modification profonde des relations dominico-haïtiennes dans la région. Aujourd'hui encore, Haïti occupe une place particulière dans l'imaginaire collectif dominicain comme cela apparaît notamment dans son traitement médiatique, dans les politiques migratoires ou encore dans les relations quotidiennes entre les deux populations – la République dominicaine constituant la principale destination de migration pour les Haïtien.ne.s issu.e.s des secteurs populaires.

L'ouverture démocratique de la République dominicaine en 1978 puis celle d'Haïti en 1986 ont permis la réouverture progressive de la frontière et la reprise partielle des relations frontalières. Les récits sur l'histoire locale montrent la place importante qu'ont tenu les femmes dans cette reprise. Celle-ci est liée au commerce de textiles de seconde main venus d'Haïti qui ont commencé à être

commercialisés à la fin des années 1970. Sous l'administration Kennedy, les textiles arrivaient en Haïti comme donations depuis les États-Unis dans des quantités telles qu'ils ont ensuite été vendus par des grossistes et petits commerçant.e.s en Haïti. À la fin des années 1970, ces textiles ont commencé à être achetés par les femmes dominicaines qui se sont reconverties en marchandes ambulantes dans la région frontalière et plus loin. À la chute de la dictature duvaliériste en 1986, les relations commerciales ont repris et le nombre de vendeuses dominicaines (appelées *pepeceras*) s'est multiplié. Ce commerce, d'abord réalisé illégalement, a peu à peu redynamisé la frange frontalière. Avec l'embargo international contre Haïti (1991-1994), le commerce a pris son essor. Aujourd'hui, des milliers de femmes dominicaines et haïtiennes vivent du commerce frontalier. Nombre d'entre elles sont des mères célibataires avec un faible niveau de formation dans deux pays où le taux de chômage est particulièrement élevé.

RENCONTRES À LA FRONTIÈRE

Actuellement, Haïtien.ne.s et Dominicain.e.s se rencontrent à la frontière dans plusieurs cadres : le plus connu est celui du marché frontalier qui rassemble plusieurs milliers de personnes deux fois par semaine. Ils/elles se rencontrent aussi dans le cadre du travail : travail agricole et de la construction pour les hommes, vente ambulante et travail domestique pour les femmes. Ces rencontres, et les relations qui en découlent, se déroulent principalement du côté dominicain de la frontière. La traversée à sens unique s'explique en partie comme beaucoup d'autres flux migratoires dans le monde : les habitant.e.s des pays les plus pauvres vont dans les pays les plus riches à la recherche de meilleures conditions de vie. Dans ce cas insulaire, la situation économique, sociale et politique d'Haïti est de loin bien inférieure à celle du pays voisin. Ainsi, la population haïtienne s'insère sur le marché du travail dominicain

Femmes haïtiennes et dominicaines au marché frontalier de Dajabón (RD).



© Catherine Bourgeois

dans les secteurs les moins bien rémunérés et exploitant cette main-d'œuvre en situation de précarité. On retrouve donc de nombreux Haïtiens et Haïtiennes dans la frange frontalière dominicaine. Certain.e.s traversent la frontière chaque jour ou plusieurs fois par semaine (marchandes ambulantes, travailleuses domestiques, ouvriers de la construction), d'autres se rendent du côté dominicain pour quelques jours voire quelques semaines (ouvriers agricoles) tandis que des familles s'installent parfois de manière durable dans les campagnes. On rencontre aussi des étudiant.e.s, des personnes qui se rendent à une consultation médicale, des employé.e.s des ONG locales ainsi que quelques familles mieux nanties qui s'installent dans le bourg frontalier dominicain pour des raisons de quiétude et pour bénéficier d'installations de base comme l'eau courante ou encore l'électricité. En ce qui concerne les frontaliers dominicains, peu d'entre eux se rendent en Haïti : seul.e.s des marchand.e.s en gros (notamment les *pepeceras*) ainsi que des entrepreneurs s'y rendent pour affaires. Pour le reste de la population frontalière dominicaine, Haïti ne présente que très peu d'intérêt et de nombreux préjugés circulent sur les Haïtien.ne.s (violence, problèmes d'hygiène, activités illégales, etc.).

Ces préjugés ont cours dans toutes les sphères de la société dominicaine : travail,

école, voisinage, politiques migratoires, etc. Il s'en suit des relations de la vie quotidienne marquées par la discrimination, des traitements différenciés, l'exploitation dans le monde du travail (y compris par l'État qui emploie une importante main-d'œuvre haïtienne pour les travaux publics) et la ségrégation dans les strates les plus défavorisées de la société. Ce maintien dans la précarité est favorisé par la législation migratoire et du travail faisant en sorte que l'obtention d'un permis de travail et d'un statut de résidence soit quasiment impossible pour les ressortissant.e.s haïtien.ne.s issu.e.s des milieux populaires.

DISCRIMINATIONS ET SÉGRÉGATION À L'ŒUVRE

Ainsi à la frontière, la discrimination est particulièrement visible dans les interactions avec les autorités. Lors de la traversée et du contrôle à la frontière, outre les extorsions monétaires, le vol de marchandises et les bousculades, les Haïtiennes font l'objet de harcèlement sexuel de la part de militaires et agents frontaliers. Ce harcèlement se donne sous forme de commentaires sur leur physique, d'avances, de remarques à connotation sexuelle, de commentaires grossiers et d'attouchements. La discrimination est aussi visible au travail. De nombreuses Haïtiennes travaillent comme employées de maison auprès de familles dominicaines. Outre un

salaire bien inférieur à leurs homologues dominicaines, les conditions de travail (horaires, considération), la justification de ces conditions par les employeurs, les critiques et insultes proférées à leur rencontre, témoignent du fait qu'elles sont prises dans des rapports sociaux de sexe, de classe et de nationalité dans le cadre de leur travail. Ces rapports de pouvoir qui décrètent la supériorité des uns sur les autres sur base de critères socio-économiques, physiques (sexe, couleur de peau) et ethniques (nationalité, langue) ne sont pas simplement juxtaposés : ils sont imbriqués, consubstantiels et coextensifs, se reproduisant et se co-produisant ainsi mutuellement. Au quotidien, ces rapports sociaux ont surtout des effets matériels (bas salaires, statut migratoire précaire) et symboliques (impossibilité de revendications de type syndical) combinés : les bas salaires sont justifiés sur base d'une différence de nationalité et ils entraînent un statut migratoire précaire qui à son tour rendra difficile l'accès à de meilleures conditions de travail et la formation d'une association syndicale – le statut migratoire précaire étant par ailleurs aussi justifié sur base de la nationalité. Ainsi, les relations dans le cadre du travail domestique, par exemple, se basent sur des rapports sociaux asymétriques tout autant qu'elles les reproduisent et, partant, qu'elles pérennisent.

Ces observations s'étendent à toute la zone frontalière et concernent aussi bien les

Banderole pour l'activité du 8 mars en espagnol et en créole haïtien.



Haïtiennes que les Haïtiens travaillant dans l'agriculture. Ce rapport particulier des Dominicain.e.s vis-à-vis de leurs voisin.e.s conjugué à la fréquence des rencontres donne lieu à des relations qui se configurent de deux manières. L'une est celle de la quasi séparation des deux groupes alors même qu'ils se trouvent en situation de co-présence : Haïtien.ne.s et Dominicain.e.s se rencontrent dans des contextes précis comme le commerce mais ils/elles limitent leurs interactions au strict minimum. Ainsi, dans la zone des plantations agroindustrielles employant une importante main-d'œuvre haïtienne, les deux groupes cohabitent dans un même village mais ne partagent pas les mêmes espaces en dehors des épiceries et des dispensaires. Les activités communautaires comme la messe, les comités de quartier ou encore la pratique sportive ne sont pas partagées. Les tentatives des Haïtien.ne.s pour participer à ces activités se voient opposer le refus des Dominicain.e.s, parfois de manière très violente. De même, en cas de conflits ou d'incident (vol, meurtre d'une personne), les résident.e.s haïtien.ne.s sont souvent accusé.e.s des faits avec des conséquences dramatiques (saccage des habitations, coups, expulsions). Dans ces conditions, les Haïtien.ne.s tendent à favoriser l'entre-soi en organisant leurs propres activités (chorales, équipes de football, offices religieux évangéliques). La deuxième configuration est celle de la cohabitation plus positive, visible généralement dans les plus petites communautés. Les familles haïtiennes installées dans ces hameaux partagent la vie quotidienne des familles do-

minicaines ainsi que de nombreuses tâches (comme le travail aux champs). On rencontre également des situations de bonne entente et parfois d'entraide mais qui ne concernent que des personnes individuellement. Ces relations s'établissent par le biais des rencontres régulières le plus souvent avec des ouvriers agricoles et des marchandes ambulantes. Se créent des relations sociales individuelles qui offrent aux deux parties certains avantages : par exemple, les vendeuses ambulantes peuvent laisser un sac de marchandises chez une de leurs connaissances dominicaines à qui elles apporteront souvent un petit présent. Ces relations empruntent au vocabulaire de la parenté et de l'affinité : les uns et les autres se nomment compères et commères ou beaux-frères et belles-sœurs sans que de tels liens existent réellement. Ces personnes deviennent alors des personnes de confiance auxquelles recourir en cas de besoin. Se tissent ainsi des petits réseaux interpersonnels transfrontaliers.

VERS UN « NOUS TRANSFONTALIER » ?

Dans cette perspective de rapprocher les deux populations, des ONG locales ont mis sur pied des groupes communautaires. Des associations paysannes ainsi que des associations féminines sont nées dans les années 1980 favorisant les contacts de part et d'autre de la frontière. Actuellement, et malgré la disparition de certains groupes, des associations locales intégrant dans leurs programmes la thématique des relations dominico-haïtiennes organisent ponctuellement des acti-

vités rassemblant les femmes dominicaines et haïtiennes (8 mars et 25 novembre ainsi que des ateliers d'interculturalité). Ces activités sont l'occasion pour les femmes de partager leurs expériences au sein des associations ainsi que leurs difficultés au quotidien. De manière générale, les activités se déroulent bien et les femmes sont contentes de se rencontrer. Toutefois, ces rencontres ne débouchent que rarement sur des relations plus personnelles entre les participantes. Ceci est dû, entre autres, à la distance séparant les femmes haïtiennes et dominicaines. La distance est spatiale (les villages sont proches mais séparés par une frontière), linguistique (elles sont peu nombreuses à pouvoir tenir une conversation dans l'autre langue) et mentale dans le sens où, malgré les contacts, certaines représentations sur les autres persistent dans les imaginaires respectifs. Néanmoins, ces ateliers sont décrits par les femmes comme leur permettant de dépasser certains préjugés.

Les activités organisées de chaque côté de la frontière semblent dessiner un nouvel espace transfrontalier qui n'est pas uniquement imaginé ou idéalisé. Il prend forme à travers les relations et permet petit à petit l'émergence, dans les discours et la pratique, d'un « nous transfrontalier ». Toutefois, l'organisation de ces activités et la participation de personnes issues des deux côtés requièrent des autorisations des autorités migratoires. Celles-ci sont de plus en plus réticentes à les accorder, rendant les activités de moins en moins fréquentes. ■

Défense de thèse de Catherine Bourgeois, ULB, août 2016.

